

## Résolution adoptée

Séance plénière du 25 mars 2026

*Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050*

### Déclaration du groupe Artisanat et Professions libérales

Les grandes enquêtes d'opinion en attestent : les Français s'enfoncent chaque année un peu plus dans le pessimisme face à l'avenir et la défiance envers les Institutions et les décideurs politiques en particulier, ne cesse de progresser.

Ces baromètres ne sont pas le résultat d'une crise ponctuelle mais d'un profond malaise qui s'ancre désormais dans la durée.

Alors que les transformations – démographiques, écologiques, numériques, géopolitiques – bousculent les piliers de notre modèle économique et social et vont encore s'accroître dans les années qui viennent, il est crucial d'affronter sans attendre les changements qui en découlent, comme il importe de s'attaquer aux fractures sociales et territoriales qui minent la cohésion sociale.

Ces enjeux impliquent de poser un diagnostic clair et sans concession sur les difficultés, mais aussi de déterminer les objectifs autour desquels des réponses ambitieuses et crédibles devront être construites, en redonnant ainsi aux Français le goût du futur.

Avec cette résolution, le CESE trace un chemin et une méthode pour y parvenir.

Pour le groupe Artisanat et Professions libérales, cette Résolution présente une double qualité : d'une part, celle d'analyser les grands défis que notre pays va devoir relever, et d'autre part, celle d'identifier les exigences à prendre en compte pour y faire face.

Nous partageons l'accent mis sur la nécessité de réduire les dépendances de la France en sécurisant les domaines essentiels (alimentation, santé, défense, énergie, numérique...) ou encore l'exigence de concilier prospérité et soutenabilité écologique, en préservant la compétitivité Française et européenne.

Nous partageons également le focus mis sur l'efficacité, mais aussi la soutenabilité du système de protection sociale face au vieillissement démographique et à la baisse de la population active. Dans ce contexte, la question d'un financement reposant majoritairement sur le travail devra nécessairement, selon notre Groupe, être posée.

Si la Résolution ne tranche pas sur les arbitrages à faire pour relever tous ces défis, elle appelle à les construire au moyen d'un processus démocratique permettant de les rendre à la fois explicites, légitimes et durables, et donc acceptables.

Au regard des changements structurants que les politiques publiques devront mener, le Groupe ne peut que soutenir cet objectif articulant diagnostics et études d'impact, participation citoyenne, mais aussi cohérence et stabilité des décisions autour des choix stratégiques ; autant de bases sur lesquelles rebâtir la confiance.

Par cette résolution, le CESE appelle les décideurs publics à sortir du court-termisme et à porter une ambition prospective et mobilisatrice pour le pays qui soit non pas utopique, mais lucide, réaliste et porteuse de prospérité, de progrès social et d'espérance pour tous.

Le groupe Artisanat et Professions libérales ne peut que soutenir cet enjeu et il a voté en faveur de cette résolution.